

Opinion

AFRIQUE - Serait-ce la fin du néocolonialisme français sur le continent ?

Vijay Prashad et Zoe Alexandra

lundi 20 novembre 2023, mis en ligne par [Pedro Picho](#)

3 octobre 2023 - *Successives et violentes, les interventions militaires françaises suscitent de forts sentiments anti-français en Afrique.*

Le 16 septembre, à Bamako, capitale du Mali, les gouvernements du Burkina Faso, du Mali et du Niger ont créé l'Alliance des États du Sahel (AES). Sur X (l'ancien Twitter), le colonel Assimi Goïta, chef du gouvernement traditionnel du Mali, a écrit que la Charte de Liptako-Gourma, qui a créé l'AES, établirait « une architecture collective de défense et d'assistance mutuelle pour le bénéfice de nos populations ». La faim pour une telle coopération régionale existe depuis la fin de l'ère coloniale. Entre 1958 et 1963, le Ghana et la Guinée faisaient partie de l'Union des États africains, qui est devenue la graine d'une plus grande Union panafricaine. Le Mali a été l'un des membres de l'Union de 1961 à 1963. Plus récemment, cependant, ces trois pays – ainsi que d'autres dans la région du Sahel, comme le Niger – ont été confrontés à des problèmes communs, tels que la vague déferlante des forces islamiques radicales déclenchée en 2011 par la guerre de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) contre la Libye.

La colère contre les Français a été si intense qu'elle a provoqué au moins sept coups d'État sur le continent africain (deux au Burkina Faso, deux au Mali, un en Guinée, un au Niger et un au Gabon) et déclenché des manifestations de masse de l'Algérie au Congo, et plus récemment au Bénin. La profonde frustration envers la France est telle qu'elle a du retirer ses troupes du Sahel, le Mali a retiré la langue française de son statut de langue officielle et l'ambassadeur de France au Niger (Sylvian Itté) a effectivement été pris « en otage » – comme l'a dit le président français, Emmanuel Macron – par des personnes profondément bouleversées par le comportement français dans la région.

Philippe Toyo Noudjenoume, président de l'Organisation populaire ouest-africaine, a parlé de l'origine de cette cascade de sentiments anti-français dans la région. Noudjenoume a déclaré que le colonialisme français « existe depuis 1960 ». Le pays européen se retrouve avec la recette de ses anciennes colonies à travers la Banque de France à Paris. La politique française – connue sous le nom de Françafrique – comprend la présence de personnel militaire français dans les bases de Djibouti, du Sénégal, de la Côte d'Ivoire et du Gabon. « De toutes les anciennes puissances coloniales en Afrique, c'est la France qui est intervenue militairement au moins soixante fois pour renverser des gouvernements, comme celui de Modibo Keita au Mali (1968), ou même faire assassiner des dirigeants nationalistes, comme l'ont fait Félix-Roland Moumié (1960) et Ernest Ouandié (1971) à Shromen, Sylvanus Olympium au Togo (1963), Thomas Sankara (1963).

Entre 1997 et 2002, sous la présidence de Jacques Chirac, la France est intervenue militairement à 33 reprises sur le continent africain (alors qu'entre 1962 et 1995, elle n'a mené des interventions de militaire qu'à 19 reprises dans les pays africains). La France n'a jamais suspendu sa domination coloniale ni ses ambitions coloniales.

Briser le dos du chameau

Au cours de la dernière décennie, deux événements « ont coupé le dos du chameau », a déclaré

Noudjenoume : la guerre de l'OTAN en Libye en mars 2011, menée par la France, et l'intervention française d'avril 2011 pour retirer Koudou Gbagbo Laurent de la présidence ivoirienne. « Pendant des années, ces événements ont suscité un fort sentiment anti-français, en particulier chez les jeunes. Ce sentiment s'est développé non seulement dans le Sahel, mais dans toute l'Afrique francophone. Il est vrai que c'est maintenant au Sahel que cette question s'exprime de manière la plus ouverte. Cependant, dans toute l'Afrique francophone, ce sentiment est fort. » Des manifestations de masse contre la présence française sont désormais courantes dans ses anciennes colonies en Afrique. Ces tollés de la société civile n'ont pas été en mesure de se traduire par de simples transitions de pouvoir civil, en grande partie parce que l'appareil politique de ces pays a été érodé par la kleptocratie de longue date soutenue par la France.

Un exemple illustratif en est la famille Bongo, qui a régné sur le Gabon de 1967 à 2023, et qui a aspiré les richesses pétrolières du pays pour en profiter personnellement. Quand Omar Bongo est mort en 2009, la femme politique française Eva Joly a déclaré qu'il régnait au nom de la France, et non de ses propres citoyens. Malgré la répression dans ces pays soutenus par la France, les syndicats, les organisations paysannes et les partis de gauche n'ont pas été en mesure de faire avancer l'escalade du patriotisme anti-français, bien qu'ils aient réussi à s'affirmer.

La France est intervenue militairement au Mali en 2013 pour tenter de contrôler les forces qu'elle avait déclenchées avec la guerre de l'OTAN en Libye, initiée deux ans auparavant. Ces forces islamiques radicales se sont emparé de la moitié du territoire malien puis ont attaqué le Burkina Faso en 2015. La France est intervenue, mais a ensuite envoyé des soldats venant des forces armées de ces pays du Sahel pour mourir contre les forces islamiques extrémistes qu'ils avaient pourtant soutenues en Libye. Noudjenoume nous a dit que cela a créé beaucoup d'animosité parmi les soldats et c'est pourquoi des pans des troupes patriotes se sont rebellées contre les gouvernements et les ont renversés.

Anti-interventionnisme

Après le coup d'État au Niger, l'Occident espérait envoyer une force par procuration - dirigée par la Commission économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) - mais les dirigeants militaires africains ont hésité. Dans l'ensemble de la région, des comités de solidarité ont été créés pour défendre le peuple nigérien contre toute attaque, menaçant de provoquer « la révolte et l'indignation parmi les populations », a expliqué Noudjenoume. Le président nigérian Bola Ahmed Tinubu a même été contraint de reculer dans la croisade qu'il a menée à la CEDEAO, lorsque le Congrès nigérian a rejeté la mesure et que des protestations massives contre l'intervention militaire dans le pays voisin ont eu lieu. Alors que les ultimatums de la CEDEAO expiraient pour rétablir le dirigeant nigérian, Mohamed Bazoum, il est devenu évident que sa menace était sans effet. Pendant ce temps, il semble non seulement que le peuple nigérien résistera à toute intervention militaire, mais aussi que le Burkina Faso et le Mali s'engageront à défendre immédiatement le pays contre toute intervention de ce type. La nouvelle AES est le produit de cette solidarité mutuelle.

Mais l'AES n'est pas seulement un pacte militaire et de sécurité. Lors de la cérémonie de signature, le ministre malien de la Défense, Abdoulaye Diop, a déclaré aux journalistes : « Cette alliance sera une combinaison d'efforts militaires et économiques pour les trois pays. » Le pacte sera fondé sur l'accord signé en février 2023 entre le Burkina Faso, la Guinée et le Mali pour collaborer à l'échange de combustibles et d'électricité, construire des réseaux de transport, collaborer à la vente de ressources minérales, construire un projet régional de développement agricole et accroître les échanges entre les pays du Sahel. Il reste à savoir si ces pays pourront développer ce programme économique au profit de leurs populations et veiller ainsi à ce que la France n'ait plus les moyens d'exercer son autorité sur la région.

Source (portugais) : *Brasil de Fato*,

<https://www.brasildefato.com.br/2023/10/03/seria-o-fim-do-neocolonialismo-frances-em-africa>.

Publication initiale en partenariat avec Globetrotter. Cet article a été produit par Globetrotter qui est coéditeur de Peoples Dispatch.

Zoe Alexandra est co-éditrice de Peoples Dispatch.

Vijay Prashad de Peoples Dispatch est un historien, rédacteur en chef et journaliste indien. Il est également rédacteur en chef et correspondant en chef de Globetrotter, ainsi que rédacteur de LeftWord Books et directeur du Tricontinental Institute for Social Research. Il a écrit plus de 20 livres, dont *The Darker Nations : A People's History of the Third World* (2007) et *Poorer Nations : A Possible History of the Global South* (2013). Ses livres les plus récents sont *Struggle Makes Us Human : Learning from Movements for Socialism and The Retirel : Iraq, Libya, Afghanistan, and the Fragility of U.S. Power*, co-écrit par Noam Chomsky.

Texte en espagnol :

<https://peoplesdispatch.org/2023/09/26/es-este-el-fin-del-neocolonialismo-frances-en-africa/>.

Original en anglais :

<https://panafricanvisions.com/2023/09/is-this-the-end-of-french-neo-colonialism-in-africa/>.